



Conseil économique et social

Distr. générale
11 avril 2003
Français
Original: anglais

Comité du programme et de la coordination

Quarante-troisième session

9 juin-3 juillet 2003

Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire*

Questions relatives au programme : évaluation

Examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du Programme et de la coordination à sa quarantième session sur la base de l'évaluation approfondie du programme relatif à la promotion de la femme

Note du Secrétaire général

Conformément aux résolutions 48/218 B et 54/244 de l'Assemblée générale, en date des 29 juillet 1994 et 23 décembre 1999 respectivement, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du Programme et de la coordination à sa quarantième session sur la base de l'évaluation approfondie du programme relatif à la promotion de la femme (E/AC.51/2000/3). Ce rapport a été examiné par les départements et bureaux intéressés. Le Secrétaire général prend note des conclusions qui y figurent et souscrit aux recommandations qu'il contient.

* E/AC.51/2003/1.



**Rapport du Bureau des services de contrôle interne
sur l'examen triennal de l'application des recommandations
formulées par le Comité du Programme et de la coordination
à sa quarantième session sur la base de l'évaluation
approfondie du programme relatif à la promotion
de la femme**

Résumé

Le présent rapport est soumis conformément à la décision du Comité du Programme et de la coordination, à sa vingt-deuxième session, d'examiner, au bout de trois ans, la suite donnée aux recommandations qu'il a adoptées à l'issue d'une évaluation approfondie.

Dans l'ensemble, il a été donné suite de façon satisfaisante aux recommandations formulées sur la base de l'évaluation du programme relatif à la promotion de la femme approuvée par le Comité en 2000. Dans certains cas, on peut déjà observer des résultats. Ainsi, les mesures exceptionnelles prises par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, notamment en ce qui concerne la tenue de réunions supplémentaires et la possibilité pour les États parties de regrouper les rapports qu'ils n'ont pas encore soumis en un seul document, ont permis de réduire le retard accumulé par le Comité pour ce qui est de l'examen des rapports des États parties.

S'agissant de la coordination interinstitutions, de la communication et de l'information, des progrès ont été accomplis grâce à la multiplication des échanges de données d'expérience lors des réunions du Réseau interinstitutions pour les femmes et la parité des sexes et à la création d'un site Web du Réseau. Il a été noté que les groupes d'étude du Réseau travaillaient fréquemment en étroite collaboration et se faisaient part de leurs programmes de travail et stratégies.

En ce qui concerne le suivi de la situation des femmes au Secrétariat, le Bureau de la gestion des ressources humaines a décidé d'ajourner la publication d'une nouvelle circulaire du Secrétaire général sur les politiques visant à assurer l'égalité des sexes, car il semble qu'on ne dispose pas de suffisamment de recul pour évaluer l'impact en la matière du nouveau système de recrutement, de promotion et d'affectations, inauguré au mois de mai 2002.

Pour ce qui est de la diffusion de l'information, le Bureau des services de contrôle interne a noté que la Division de la promotion de la femme avait mis au point, en collaboration avec la Section des ventes et de la commercialisation du Département de l'information, une approche diversifiée de la commercialisation. Les consultations entre la Division de la promotion de la femme et le Département de l'information auraient toutefois été plus efficaces si elles avaient été entamées pendant la phase de planification du programme de publications. Les renseignements affichés sur les sites Web consacrés à la promotion de la femme sont désormais plus à jour et leur teneur a été améliorée. Plusieurs débats en ligne avec des organisations non gouvernementales et d'autres groupes concernés ont été organisés pendant la période à l'examen dans le cadre des préparatifs des sessions de la Commission de la

condition de la femme. Grâce aux efforts déployés par la Division de la promotion de la femme pour faciliter leurs travaux, les organisations non gouvernementales ont été plus nombreuses à assister aux sessions de la Commission. La Division doit continuer d'examiner les différents arrangements qui ont été pris pour que les organisations non gouvernementales présentent leurs points de vue à la Commission de la condition de la femme et au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	4
II. Constatations	4–36	4
A. Appui aux processus intergouvernementaux	4–9	4
B. Suivi de la situation des femmes au Secrétariat	10–11	7
C. Coordination	12–20	7
D. Communication	21–36	11
III. Conclusions	37–42	16

I. Introduction

1. À sa quarantième session, en 2000, le Comité du Programme et de la coordination a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation approfondie du programme relatif à la promotion de la femme (E/AC.51/2000/3). Le Comité a fait siennes les recommandations 1 à 10 a) du rapport d'évaluation sur les questions suivantes : l'amélioration de l'efficacité des travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, la participation accrue aux activités menées dans le cadre du programme des autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, et l'amélioration de la diffusion de l'information¹.

2. Le présent rapport fait état des résultats de l'examen triennal qui a été mené afin d'évaluer la suite donnée aux recommandations approuvées par le Comité du Programme et de la coordination il y a trois ans. La mise en application des recommandations est examinée aux rubriques suivantes : appui aux processus intergouvernementaux; suivi de la situation des femmes au Secrétariat; coordination; et communication et sensibilisation.

3. Le programme relatif à la promotion de la femme est appliqué par le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'égalité des sexes et la promotion de la femme et la Division de la promotion de la femme, qui assure les services fonctionnels nécessaires aux organes intergouvernementaux pertinents comme la Commission de la condition de la femme et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. L'examen triennal est mené à partir : a) des renseignements communiqués par le Bureau de la Conseillère spéciale et la Division sur les progrès accomplis pour ce qui est de l'application des recommandations du Comité du Programme et de la coordination, processus contrôlé deux fois par an par le Bureau des services de contrôle interne; b) des documents et éléments d'information pertinents émanant du programme et des organisations concernées; et c) de consultations avec les membres du personnel chargé du programme, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales compétentes.

II. Constatations

A. Appui aux processus intergouvernementaux

Recommandation 1

Appui à fournir pour accroître l'efficacité du système de communication de rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

a) *Retard accumulé*. Le secrétariat du Comité devrait continuer d'examiner les moyens de réduire le retard accumulé et lui proposer une méthode à suivre et des objectifs à fixer pour y parvenir.

b) *Dépassement des échéances*. Le secrétariat devrait soumettre au Comité un plan destiné à réduire le nombre de rapports non remis à la date

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 16* et rectificatifs (A/55/16 et Corr.1 et 2), par. 245 à 257.

voulue en s'inspirant des systèmes mis en place par d'autres organes créés en vertu de traités. On pourrait par exemple envoyer des rappels périodiques aux États parties et encourager ceux qui n'ont pas encore présenté de rapport initial (54 au mois de décembre 1999) à demander une assistance technique.

c) Étant donné que le Comité insiste beaucoup sur la participation des ONG, le secrétariat devrait veiller à ce que les ONG intéressées soient informées suffisamment longtemps à l'avance qu'un État partie a présenté son rapport, de manière à leur permettre de participer aux réunions. Il devrait aussi donner à ces ONG les directives voulues et les encourager à traduire leurs rapports dans les langues de travail de l'ONU, étant entendu par le Comité que l'examen des rapports présentés par les États parties continuerait d'être annoncé dans le *Journal des Nations Unies*; et que toutes les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies étaient déjà tenues de présenter leurs rapports dans les langues de travail de l'Organisation des Nations Unies².

4. En ce qui concerne le retard accumulé par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour ce qui est de l'examen des rapports des États parties, qui fait l'objet de la recommandation 1 a), le Bureau des services de contrôle interne a noté qu'il avait été rattrapé en partie et qu'on était passé de 48 rapports en souffrance en décembre 1999 à 17 rapports en février 2003. Ces progrès sont dus à l'adoption des mesures suivantes :

a) Par sa décision 23/II, prise en juin 2000, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a autorisé les États parties, à titre exceptionnel, à intégrer les rapports non encore soumis dans un seul document examiné lors d'une seule et même session;

b) En 2001, l'Assemblée générale a approuvé la demande de la Division de la promotion de la femme d'organiser une session extraordinaire du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes afin de rattraper en partie le retard accumulé. Au cours de cette session, qui s'est tenue au mois d'août 2002, le Comité a examiné 14 rapports présentés par 11 États parties.

5. Pour résoudre le problème du dépassement des échéances fixées pour la soumission des rapports des États parties au Comité, qui fait l'objet de la recommandation 1 b), le Comité a adopté à sa vingt-septième session, en juin 2002, une stratégie incitant les États à présenter leurs rapports dans les délais, qui prévoit notamment les mesures suivantes : a) envoi systématique de lettres de rappel aux États parties qui ont accumulé un retard de plus de cinq ans dans la présentation de leurs rapports, en appelant leur attention sur la décision 23/II du Comité sur le regroupement des rapports non encore soumis dans un seul document et sur la possibilité qu'ils ont de demander une assistance technique; b) tenue de réunions officielles entre les membres du Comité et les États parties qui ne présentent pas leurs rapports pour examiner les problèmes à l'origine des dépassements d'échéance; et c) fourniture d'une assistance technique aux États qui en font la demande par la Division de la promotion de la femme et d'autres entités des Nations Unies (A/57/38 (Part II), par. 369). En 2002, le Comité a également demandé à son secrétariat, à savoir le Groupe des droits de la femme de la Division, de lui présenter une étude des raisons pour lesquelles certains États parties ne soumettaient pas leurs

² Ibid., par. 256.

rapports au Comité à sa vingt-neuvième session, aux mois de juin/juillet 2003. Le Comité a également prévu, à sa vingt-neuvième session, la tenue d'une réunion avec les États parties qui ont accumulé un retard de plus de cinq ans dans la présentation de leurs rapports afin de trouver des solutions à ce problème.

6. Le Bureau des services de contrôle interne a noté que la Division de la promotion de la femme avait informé les États parties de la possibilité de demander une assistance technique lors des réunions des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi qu'à l'occasion d'une réunion avec les États qui ne sont pas parties à la Convention (au mois de janvier 2003) et lors de consultations séparées avec certains États.

7. Dans le cadre de l'application de la recommandation 1 c), le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes identifie les États dont il doit examiner les rapports et leur adresse une notification trois sessions (18 mois) à l'avance. Les organisations non gouvernementales peuvent prendre connaissance du calendrier adopté dans le rapport du Comité et sur le site Web de la Division, ainsi que dans le *Journal des Nations Unies*. Comme noté au paragraphe 30 ci-dessous, la Division a accordé la priorité aux documents urgents qu'elle a diffusés sur son site Web dès qu'elle l'a pu. Les organisations non gouvernementales peuvent soumettre des rapports au Comité et elles ont également la possibilité de faire part au Comité ou à son groupe de travail présession de leurs observations. Le Bureau des services de contrôle interne a été informé qu'une organisation non gouvernementale, le Comité d'action internationale pour la promotion de la femme, avait développé un ensemble de directives à l'intention des organisations non gouvernementales, en consultation avec le Comité et la Division. Les organisations non gouvernementales ont été encouragées à traduire leurs rapports au Comité dans les langues de travail de l'Organisation des Nations Unies.

8. Le Bureau des services de contrôle interne estime que des progrès significatifs ont été accomplis en ce qui concerne les points identifiés dans les recommandations 1 a) et b) et que les mesures qui s'imposaient ont été prises en vue de l'application de la recommandation 1 c).

Recommandation 2

Mieux faire connaître les activités du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

La Division de la promotion de la femme devrait faire savoir sur son site Web que les comptes rendus analytiques des réunions du Comité sont disponibles sur papier et indiquer comment on peut se les procurer; il faudrait mettre fin à la publication de *L'action du CEDAW*.

9. Chaque volume de *L'action du CEDAW* contient les rapports du Comité sur les travaux de ses sessions tenues au cours d'une année donnée et les comptes rendus analytiques correspondants déjà publiés comme documents des Nations Unies. Le dernier volume de la série (vol. IV), publié en 1997, contenait des documents relatifs aux sessions tenues en 1989. Étant donné que la parution des publications accuse un retard de 10 ans et que les documents y figurant sont disponibles sur papier plus tôt en tant que documents officiels et sous forme électronique (site Web de la Division de la promotion de la femme), le Bureau des services de contrôle interne a recommandé, en 2000, de mettre fin à cette publication. La Division n'a donc pas publié d'autres volumes depuis 1997. Dans les observations qu'elle a faites

sur un premier projet du présent rapport, la Division a indiqué qu'à la dernière session du Comité, en janvier 2003, les membres du Comité ont déploré le fait que la parution des comptes rendus analytiques accuse un tel retard et que L'action du CEDAW ne soit pas disponible. La Division a également indiqué que son objectif était d'afficher L'action du CEDAW sur son site Web, car ce serait le moyen le plus efficace de diffuser les information concernant le Comité. Le Bureau des services de contrôle interne qui souscrit à cet objectif, a noté que la parution des comptes rendus analytiques accusait en moyenne un retard de deux ans.

B. Suivi de la situation des femmes au Secrétariat

Recommandation 3

Réviser la circulaire du Secrétaire général

Pour encourager l'application des mesures spéciales révisées, il faudrait revoir la circulaire ST/SGB/282 du 5 janvier 1996 afin de tenir compte des mesures plus rigoureuses qui ont été approuvées par l'Assemblée générale.

10. La révision de la circulaire du Secrétaire général relative aux politiques visant à assurer l'égalité des sexes a été reportée du fait de l'entrée en vigueur, le 1er mai 2002, d'un nouveau système de recrutement, de promotion et d'affectation. Au titre de ce nouveau système, il incombe aux chefs de département ou de service la responsabilité directe de veiller à ce que les femmes soient équitablement représentées à tous les niveaux. Vu qu'il est trop tôt pour évaluer l'incidence du nouveau système sur la représentation des femmes (voir A/57/447, par. 59), le Bureau de la gestion des ressources humaines a remis à plus tard la publication d'une version révisée de la circulaire du Secrétaire général. Il faudra procéder à un examen du nouveau système de recrutement, de promotion et d'affectation pour déterminer exactement les mesures spéciales qui pourraient être nécessaires pour assurer l'égalité des sexes au Secrétariat.

11. L'application de la recommandation 3 a été reportée du fait des aménagements apportés au système de recrutement, de promotion et d'affectation.

C. Coordination

Recommandation 4

Améliorer la coordination au sein du Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes

a) Pour assurer des contacts réguliers, la Division de la promotion de la femme devrait proposer au Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes de créer entre ses membres un réseau d'information électronique de façon à ce qu'ils puissent être tenus informés chaque mois, au moyen du courrier électronique, des questions de fond à examiner au Siège et dans les organismes basés à New York et de façon à assurer un suivi des débats qui ont lieu en groupes de travail. Ces communications par courrier électronique permettraient d'assurer un échange plus régulier d'informations.

b) La Division de la promotion de la femme devrait proposer au Comité interinstitutions de prolonger d'un ou deux jours ses réunions ou de se donner un ou deux jours pour les préparer et sélectionner des points particuliers qui feraient l'objet d'un débat approfondi.

12. En ce qui concerne le recours à un réseau interinstitutions d'information électronique [recommandation 4 a)], le Bureau des services de contrôle interne a été informé qu'une grande partie des activités du Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes, devenu le Réseau interinstitutions pour les femmes et la parité entre les sexes, est actuellement entreprise par voie électronique, aussi bien au niveau du Réseau interinstitutions qu'à celui de ses groupes de travail chargés de questions particulières, ce qui permet un échange plus régulier d'informations. En outre, le lancement du site Web du Réseau interinstitutions, en décembre 2002, a facilité les communications et l'échange d'informations sur les activités et les produits du Réseau.

13. Le Bureau des services de contrôle interne conclut que des progrès ont été réalisés dans l'application de la recommandation 4 a). Les membres du Réseau interinstitutions ne sont certes pas tenus informés chaque mois au moyen du courrier électronique comme cela a été recommandé mais, étant donné qu'à l'heure actuelle différents groupes de travail du Réseau ont différents programmes et réunions à tenir, la souplesse dont font preuve les responsables de ces groupes de travail pour ce qui est de déterminer la fréquence des communications par courrier électronique avec leurs membres respectifs est une démarche plus efficace. Le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'égalité entre les sexes et la promotion de la femme devrait continuer à encourager l'utilisation systématique de ces méthodes de communication. Les avis de réunions intersessions du Réseau interinstitutions devraient, par exemple, être publiés longtemps à l'avance pour permettre des consultations internes au sein de chaque organisation.

14. En application de la recommandation visant à prolonger la durée des réunions interinstitutions [recommandation 4 b)], les réunions annuelles du Réseau interinstitutions se tiendront pendant quatre jours au lieu de trois. Une journée sera consacrée à un atelier sur les méthodes de démarginalisation des femmes, de façon à permettre un échange d'idées et de données d'expérience en la matière entre les membres du Réseau. Le Bureau des services de contrôle interne conclut que la recommandation 4 b) a été appliquée.

Recommandation 5

Améliorer la coordination entre la Division de la promotion de la femme et les autres programmes et entités des Nations Unies

a) La Division de la promotion de la femme et les autres programmes et entités des Nations Unies devraient examiner ensemble régulièrement les stratégies et les programmes de travail annuels, au plus haut niveau, en tenant compte de leurs avantages comparatifs respectifs.

b) Les entités des Nations Unies qui fournissent des services consultatifs en matière de parité entre les sexes, notamment la Division de la promotion de la femme, le PNUD, UNIFEM et les commissions régionales, devraient procéder à des échanges de vues sur leurs programmes de travail et prendre d'autres mesures pour assurer une bonne coordination de leurs

activités dans ce domaine, en tenant compte de leurs avantages comparatifs respectifs.

15. La recommandation 5 visait à prévenir le double emploi et à rendre plus cohérentes les politiques et stratégies en matière d'égalité entre les sexes à l'échelle du système des Nations Unies. La Division de la promotion de la femme et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont poursuivi la pratique, établie en 1995, consistant à élaborer un plan de travail annuel conjoint qui est présenté à la fois à la Commission de la condition de la femme et à la Commission des droits de l'homme. Aussi bien la Conseillère spéciale que la Directrice de la Division de la promotion de la femme tiennent des discussions de haut niveau sur les politiques et stratégies de démarginalisation des femmes et de parité entre les sexes avec les représentants des autres organismes des Nations Unies ainsi qu'avec les chefs des départements et bureaux du Secrétariat, notamment des commissions régionales. Des consultations ont été organisées avec les responsables des questions d'égalité entre les sexes au sein des organisations représentées au Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales en vue de l'élaboration du budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005.

16. En leur qualité de responsables de la coordination et de présidentes de plusieurs groupes de travail du Réseau interinstitutions, la Conseillère spéciale et la Directrice de la Division ont coordonné l'élaboration des plans d'action et de travail conjoints. La participation de la Conseillère spéciale aux travaux des comités exécutifs pour les affaires économiques et sociales, pour la paix et la sécurité et pour les affaires humanitaires a permis de procéder à un échange de vues sur les activités entreprises en matière d'égalité entre les sexes à l'Organisation des Nations Unies. Le rapport sur les travaux de la deuxième session du Réseau interinstitutions a été communiqué au Comité de haut niveau chargé des programmes et au Comité de haut niveau chargé des questions de gestion du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination.

17. La coordination accrue entre le Bureau de la Conseillère spéciale et la Division de la promotion de la femme, d'une part, et les autres organismes des Nations Unies, d'autre part, s'est traduite par la mise en place de projets conjoints. Comme exemple de cette collaboration efficace, on peut citer le groupe de travail présidé par la Conseillère spéciale et chargé d'appuyer l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité. Composé de 18 membres, ce groupe de travail assure le suivi de l'application des différents aspects de la résolution, dans laquelle le Conseil a souligné le rôle important que les femmes jouent dans le règlement des conflits et demandé que soit effectuée une étude sur les effets des conflits armés sur les femmes et les petites filles, le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et la composante femmes des processus de paix et de règlement des différends. La réalisation de l'étude demandée par le Conseil, intitulée *Women, Peace and Security*³, a été coordonnée par la Conseillère spéciale, en coopération étroite avec l'équipe spéciale du Réseau interinstitutions. L'étude a été achevée en 2002. Un deuxième exemple de collaboration a été l'élaboration, par le Bureau de la Conseillère spéciale et la Division de la promotion de la femme, d'un dossier d'information sur la prise en compte des sexospécificités, compte tenu des bonnes pratiques suivies par les organismes des Nations Unies. Ce dossier, qui fera l'objet d'une mise à jour périodique, servira d'appui à l'application

³ Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.03.IV.1.

de la stratégie de l'Organisation en vue d'assurer l'égalité des sexes dans les programmes et les activités opérationnelles. Les réunions de groupes d'experts organisées par la Division de la promotion de la femme se sont généralement tenues avec la collaboration étroite des organismes compétents des Nations Unies. C'est ainsi que les trois réunions de groupes d'experts tenues en 2002 ont été organisées en collaboration avec le Département de l'information, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la CESAO, l'UNESCO, l'UIT et l'Équipe spéciale des technologies de l'information et de la communication.

18. Le Bureau des services de contrôle interne est d'avis que des progrès importants ont été entrepris dans l'application de la recommandation 5 a). Toutefois, davantage pourrait être fait pour mettre à la disposition du Département de l'information plus d'informations préliminaires sur les activités entreprises par la Division de la promotion de la femme, en particulier sur celles qui ont lieu hors Siège, afin que le réseau mondial des centres d'information des Nations Unies puisse contribuer pleinement à la promotion de ces activités. Pour préparer la conférence qui se tiendra en 2005, 10 ans après la Conférence de Beijing, le Bureau des services de contrôle interne estime que le processus de coordination avec les commissions régionales devrait être engagé le plus tôt possible afin qu'un délai suffisant soit imparti pour faire la synthèse des documents sur la position des différentes régions en vue de dégager la position mondiale. Dans ses observations sur un premier projet du présent rapport, la Division de la promotion de la femme a déclaré que *le processus de coordination avec les commissions régionales en vue de la planification de l'examen et de l'évaluation des activités 10 ans après la Conférence de Beijing est bien engagé et une série de réunions s'est tenue en février 2003, en collaboration avec le Réseau interinstitutions et la Commission de la condition de la femme. La Conseillère spéciale effectuera une visite à la CEPALC en avril 2003 en vue notamment de poursuivre les discussions sur la coopération en la matière.*

19. Pour ce qui est d'améliorer la coordination entre les entités qui fournissent des services consultatifs en matière de parité entre les sexes [recommandation 5 b)], le Bureau des services de contrôle interne a été informé qu'en 2002 et 2003, des réunions ont eu lieu avec les responsables de la coordination des questions relatives aux femmes dans les commissions régionales, dans le cadre de la réunion interinstitutions à New York, en vue d'examiner la collaboration et la coordination touchant les programmes de coopération technique. Il a été convenu que ces réunions de consultation se tiennent chaque année. Ces consultations s'inscrivent dans le cadre des efforts entrepris par la Division de la promotion de la femme en vue d'assurer une bonne coordination des activités de coopération technique. La Division collabore avec les commissions régionales, par exemple en ce qui concerne les activités visant à renforcer la capacité des mécanismes nationaux de promotion de l'égalité entre les sexes, à appuyer l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à renforcer le rôle des femmes dans le processus de paix et de sécurité comme l'a demandé le Conseil de sécurité dans sa résolution 1325 (2000). Afin d'accroître la coordination et de réduire les risques de double emploi, UNIFEM, le PNUD et le FNUAP ont été également invités à participer et à contribuer aux activités, le cas échéant.

20. Le Bureau des services de contrôle interne est d'avis que des mesures significatives ont été prises en vue d'appliquer la recommandation 5 b).

D. Communication

Recommandation 6

Commercialisation et distribution des publications de la Division de la promotion de la femme

La Division de la promotion de la femme devrait, en collaboration étroite avec d'autres départements compétents, cerner son lectorat éventuel et mettre au point des méthodes de commercialisation et de distribution différentes pour chaque type de publication en tenant compte du potentiel commercial de chacune :

a) Les publications destinées à la vente qui servent d'archives ou paraissent à d'autres fins non commerciales devraient être imprimées en un petit nombre d'exemplaires; les informations contenues dans ces publications devraient être diffusées sur le site Web de WomenWatch;

b) Les publications susceptibles de présenter un intérêt commercial devraient être produites, financées et vendues de manière à ce qu'il soit possible d'en tirer un maximum de revenus et faire l'objet d'une publicité. Les informations à leur sujet diffusées sur Internet devraient l'être de façon que les intérêts commerciaux de l'Organisation soient protégés. Des campagnes publicitaires et autres manifestations à l'occasion du lancement des ouvrages, par exemple, devraient être organisées pour ces publications;

c) Les publications qui ne sont pas destinées à la vente devraient faire l'objet d'une impression bon marché et être diffusées sur le site Web de WomenWatch.

21. Pendant la période considérée, la Division de la promotion de la femme et la Section des ventes et de la commercialisation du Département de l'information ont collaboré étroitement à la mise au point et à l'exécution de stratégies de promotion des publications du Bureau de la Conseillère spéciale et de la Division, question faisant l'objet de la recommandation 6 b). Il faut savoir que la collaboration directe commence généralement lorsque la préparation d'une publication est déjà bien avancée. À l'issue de ces consultations, une stratégie de commercialisation axée sur des débouchés multiples est adoptée. Les publications du Bureau de la Conseillère spéciale et de la Division sont présentées sur le site Web et dans le catalogue des publications des Nations Unies, et soumises aux librairies en ligne (comme Barnes & Noble et Amazon.com). Un certain nombre de copies sont adressées aux principales revues en vue de l'établissement de critiques, les universitaires bénéficient de promotions spéciales et des exemplaires sont exposés lors des grandes conférences internationales de spécialistes et de professionnels du secteur du livre. Les projets de publipostage et de publicité incluent des brochures et des catalogues sur les publications consacrées aux femmes. Par ailleurs, les publications de la Division sont distribuées et présentées à l'occasion des grandes conférences, réunions et manifestations spéciales. Dans les observations formulées au sujet d'une version préliminaire du rapport, la Division a indiqué qu'elle produisait très peu de publications (une en 2001 et trois en 2002) et que la collaboration avec le Département de l'information ne pouvait commencer avant qu'une publication soit planifiée.

22. Les publications du Bureau de la Conseillère spéciale et de la Division qui ne sont pas destinées à la vente sont affichées sur le site Web de la Division et distribuées lors des grandes conférences, réunions et manifestations spéciales. Certaines publications non destinées à la vente, comme *Femmes 2000* et le bulletin d'information *Network* du Bureau de la Conseillère spéciale, sont produites au niveau interne et imprimées en quantités limitées. La version électronique du bulletin d'information est également affichée sur le site Web du Bureau. La mise en oeuvre de la recommandation 6 sera facilitée en fonction de la suite donnée au rapport du Secrétaire général intitulé « Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement » (A/57/387 et Corr.1, par. 79 à 82), qui préconise la diffusion d'informations en ligne et sous des formes imprimées peu coûteuses.

23. Le Bureau des services de contrôle interne est d'avis que le Bureau de la Conseillère spéciale et la Division de la promotion de la femme ont progressé de façon satisfaisante en ce qui concerne la mise en oeuvre des paragraphes a), b) et c) de la recommandation 6. Même si la collaboration entre la Division et la Section des ventes et de la commercialisation du Département de l'information est fructueuse, la tenue de consultations entre les deux entités au moment de la planification des publications pourrait permettre de déterminer quels autres ouvrages méritent d'être publiés, de mieux commercialiser les publications prévues et d'identifier les publics potentiels.

Recommandation 7

Données sur les ventes

La Section des ventes et de la commercialisation des publications du Département de l'information devrait tenir les départements auteurs régulièrement informés des résultats des ventes.

24. La Division de la promotion de la femme a pu obtenir des statistiques à chaque fois qu'elle en a demandé. Le Bureau des services de contrôle interne a constaté que les statistiques relatives aux ventes des publications étaient plus facilement disponibles qu'auparavant et estime que le problème évoqué dans la recommandation 7 a été résolu.

Recommandation 8

Utilisation des revues professionnelles

Le personnel du Département de la promotion de la femme devrait être encouragé à publier des articles dans des revues professionnelles sur les travaux réalisés dans le cadre du programme relatif à la promotion de la femme.

25. À partir du rapport établi par un groupe d'experts en 1998, la Division a fourni une contribution en vue d'un ouvrage qui sera consacré aux institutions nationales de promotion de la femme, à l'intégration d'une perspective sexospécifique et à la démocratisation de l'État. Certains fonctionnaires de la Division ont eu l'occasion de faire paraître des articles dans des revues, notamment, en dernier lieu, un article sur le Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, publié dans une revue régionale en 2003. La Conseillère spéciale a apporté une contribution à une compilation d'articles sur l'Afghanistan⁴. Du fait de la charge de travail particulièrement lourde

⁴ *Women for Afghan Women: Shattering Myths and Claiming the Future*, sous la direction de

du Bureau de la Conseillère spéciale et de la Division, le personnel n'a toutefois que peu l'occasion de publier des articles.

26. À l'occasion de leur participation à des conférences, ateliers et conventions organisés par des institutions nationales et des organisations internationales et non gouvernementales, la Conseillère spéciale et la Directrice de la Division ont fait des exposés sur toute une gamme de questions de fond. La Division reçoit de nombreuses demandes d'information sur ses travaux, et son site Web, qui constitue le seul moyen d'accès aux processus intergouvernementaux sur l'égalité des sexes et aux activités menées en la matière, est visité très fréquemment. Les réunions de groupes d'experts organisées par la Division suscitent un intérêt considérable, notamment de la part des universitaires et des chercheurs; les publications de la Division sont diffusées à grande échelle et sont jugées satisfaisantes par leur lectorat. Les activités de la Division consacrées à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ont été à l'origine de nombreux travaux de recherche et articles. Il est toutefois impossible de savoir dans quelle mesure les informations citées plus haut sont reprises par les chercheurs et les défenseurs de la cause des femmes dans leurs articles et publications.

27. Compte tenu des informations fournies, le Bureau des services de contrôle interne estime que la portée de la stratégie de communication du Bureau de la Conseillère spéciale et de la Division et son impact sur les décideurs et les groupes de soutien sont satisfaisants. La sensibilisation des universitaires et des chercheurs par la publication d'articles rédigés par le personnel de la Division dans des revues professionnelles est limitée et, compte tenu de la charge de travail actuelle de la Division, il est peu probable que la situation évolue prochainement.

Recommandation 9

Sites Web de WomenWatch et de la Division de la promotion de la femme

Les améliorations suivantes devraient être apportées aux sites Web de WomenWatch et de la Division de la promotion de la femme :

- a) Il faudrait déterminer le profil des utilisateurs et leurs besoins de façon à mieux les satisfaire, qu'il s'agisse du contenu ou de la conception des sites;
- b) Parmi les documents à afficher sur les sites, il conviendrait de donner la priorité à ceux pour lesquels les considérations de date sont importantes, comme par exemple les ordres du jour des réunions à venir;
- c) Il serait bon d'étudier les possibilités d'élargir les dialogues menés en ligne à la préparation des sessions de la Commission de la condition de la femme afin de permettre une participation plus forte.

28. Le Bureau des services de contrôle interne a noté qu'il avait été procédé à une évaluation du site Web WomenWatch en 2001. Cette évaluation a révélé que le site servait de portail pour les informations relatives aux activités menées en vue de promouvoir l'égalité des sexes dans l'ensemble du système des Nations Unies. Il a été décidé que le site devait continuer à assurer ce service et être développé. Suite à l'évaluation, le site a été remanié et la première étape de ce processus s'est achevée en février 2002, avec l'inclusion d'un ensemble d'environ 550 liens vers les

Sunita Mehta (New York, Palgrave Macmillan, 2002).

ressources en ligne des organismes des Nations Unies concernant la parité. En 2002, la Division de la promotion de la femme a entamé des consultations internes sur les moyens d'améliorer la convivialité de son site Web, à partir de l'analyse des besoins des principaux groupes cibles. Depuis lors, des améliorations ont été apportées aux informations publiées et à la conception du site.

29. Les profils des utilisateurs finals sont également déterminés au moyen de discussions en ligne organisées par la Division, pendant lesquelles les participants sont priés de fournir des renseignements de base à des fins statistiques. Les besoins de ces utilisateurs peuvent également être déterminés à partir des messages reçus par courrier électronique. Le Bureau de la Conseillère spéciale et la Division envisagent également la possibilité de procéder à une enquête en ligne pour déterminer si les sites Web sont conviviaux. La Division a acquis un logiciel qui analyse le trafic sur le Web et peut établir le profil des visiteurs. Le serveur Web de l'ONU ne fournit toutefois pas le genre de données dont le logiciel a besoin pour établir des rapports détaillés.

30. Le Bureau des services de contrôle interne a noté que les administrateurs des deux sites Web (le site WomenWatch et celui de la Division pour la promotion de la femme) chargés de publier des données à jour sur le programme de travail de la Division donnaient la priorité à l'actualité, affichant les documents officiels dès qu'ils devenaient disponibles dans le Système de diffusion électronique des documents (Sédoc), et qu'ils continuaient de collaborer pour que les liens affichés sur le site WomenWatch conduisent à des informations à jour sur les sites Web de la Division et du Bureau de la Conseillère spéciale pour l'égalité des sexes et la promotion de la femme.

31. Le Bureau a été informé que plusieurs débats en ligne avaient été organisés au cours de la période considérée. Par exemple, plus de 300 personnes ont participé à un débat de six semaines sur l'égalité des sexes, la gestion de l'environnement et les catastrophes naturelles en 2001, et près de 500 ont participé à celui de deux semaines qui s'est tenu sur les thèmes « Les femmes et les technologies de l'information et des communications » et « Les femmes et les médias » pour préparer les travaux de la Commission de la promotion de la femme. Des organisations non gouvernementales ont été invitées à y participer, de même que d'autres membres de la société civile, des organisations internationales et des universitaires.

32. Le Bureau des services de contrôle interne estime que d'importants progrès ont été accomplis dans la mise en oeuvre des recommandations 9 a), b) et c). Il serait possible d'améliorer encore la définition des besoins des utilisateurs en analysant le courrier électronique reçu et en réalisant des enquêtes en ligne, comme l'a suggéré la Division de la promotion de la femme. On a signalé au Bureau que quelques institutions du système des Nations Unies n'avaient pu participer aux débats en ligne faute d'en avoir été informées suffisamment tôt. Commentant une version préliminaire du rapport, *la Division a précisé que ces discussions étaient annoncées sur le site WomenWatch, auquel avaient accès tous les organismes des Nations Unies. Compte tenu des thèmes retenus, contact est pris avec les organisations du système qui peuvent le plus contribuer à ces débats, auxquels elles sont alors directement associées.*

Recommandation 10

Développer la collaboration avec les organisations non gouvernementales

Compte tenu de l'intérêt manifesté par les organisations non gouvernementales (ONG) et de l'importance accordée à leur appui et à leur participation, les mesures ci-après devraient être prises pour permettre à la Division de la promotion de la femme de faciliter comme il convient leur participation aux activités pertinentes de l'ONU :

a) Il faudrait accroître la fréquence des communications entre la Division de la promotion de la femme et les ONG et développer les moyens disponibles à cette fin, y compris organiser davantage de réunions d'information sur les questions pertinentes et élargir le dialogue en ayant recours à différents moyens de communication (réunions, débats en ligne, etc.).

33. Afin d'améliorer le dialogue et la fréquence des communications avec les ONG conformément à la recommandation 10 a), la Division de la promotion de la femme a continué de les informer, quant au fond et à la procédure, des travaux de la Commission de la condition de la femme et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, et a participé activement à des tables rondes et ateliers tenus avec les ONG pendant et avant les sessions de ces organes intergouvernementaux. Des renseignements destinés à aider les ONG à planifier leur participation aux sessions de la Commission de la condition de la femme ont également été publiés sur les sites Web mentionnés aux paragraphes 28 et 30 ci-dessus, par exemple des informations sur la réunion consultative annuelle des ONG et autres manifestations intéressant celles-ci. Le site Web de la Division propose également un formulaire d'enregistrement électronique.

34. La Division a intensifié ses échanges avec les ONG, ce qui s'est traduit par un élargissement de leur participation aux travaux de la Commission de la condition de la femme. La Section des ONG du Département des affaires économiques et sociales a participé à ces efforts, de même que le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales et le Service de la société civile du Département de l'information. En mars 2001, 653 représentants d'ONG ont assisté à la quarante-cinquième session de la Commission, en marge de laquelle 129 manifestations ont été organisées par des gouvernements, des organismes des Nations Unies et des ONG. En mars 2002, 700 représentants d'ONG ont assisté à la quarante-sixième session de la Commission, qui a été l'occasion de 109 manifestations connexes. Enfin, ils ont été 684 à assister à la quarante-septième session en mars 2003, le nombre de manifestations connexes s'élevant à 137. Le Bureau de la Commission a rencontré les représentants des ONG avant la quarante-septième session. La Division devrait continuer à prendre les dispositions pratiques voulues pour que la présentation des positions des ONG contribue utilement aux travaux de la Commission de la condition de la femme et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

35. Compte tenu de l'importance placée récemment par le Secrétariat sur l'instauration d'échanges fructueux entre l'Organisation des Nations Unies et la société civile, le Bureau de la Conseillère spéciale et la Division de la promotion de la femme ont décidé de revoir leurs stratégies de communication afin d'accroître la portée et l'impact de leurs activités. Ils ont mené à bien cette tâche au début de 2003 et s'emploient actuellement à élaborer des plans de travail fondés sur les résultats.

36. Le Bureau des services de contrôle interne considère que des progrès considérables ont été accomplis en ce qui concerne la mise en oeuvre de la recommandation 10 a).

III. Conclusions

37. Les recommandations du Comité du programme et de la coordination concernant le programme relatif à la promotion de la femme ont été mises en oeuvre ou sont en voie de l'être, et des résultats tangibles ont déjà été obtenus. On constate par exemple que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui examine les rapports des États parties, est devenu plus efficace et que le nombre de rapports en instance d'examen a diminué considérablement. Ces progrès sont dus en partie à l'adoption de mesures temporaires qui ont consisté à organiser des réunions supplémentaires du Comité et à permettre aux États parties, à titre exceptionnel, de regrouper plusieurs rapports en retard dans un même document. En 2002, le Comité a adopté une stratégie à long terme visant à améliorer le respect des délais par les États parties et à réduire le nombre de rapports en retard et, dans ce cadre, il a demandé à la Division de la promotion de la femme de réaliser une étude sur les États parties qui ne communiquent pas de rapport.

38. La coordination, la communication et les échanges d'informations interinstitutions ont été améliorés grâce, notamment, aux activités des équipes spéciales du Réseau interinstitutions pour les femmes et la parité des sexes, qui ont permis de mettre en commun les plans de travail et les stratégies. La réunion annuelle des institutions membres du Réseau a été prolongée afin de ménager davantage de temps pour les débats et un site Web a été créé. La coordination entre le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'égalité des sexes et la promotion de la femme, la Division de la promotion de la femme et d'autres entités du Secrétariat est restée axée sur la mise en oeuvre de stratégies favorisant la prise en compte systématique de la question de la parité des sexes. Les activités d'assistance technique de la Division sont désormais plus étroitement liées à ses activités d'analyse et d'élaboration de normes et mieux coordonnées avec celles des commissions régionales et d'autres organismes des Nations Unies tels que le PNUD, UNIFEM, le FNUAP et l'INSTRAW.

39. Une collaboration efficace s'est instaurée entre la Division de la promotion de la femme et le Département de l'information pour la commercialisation et la vente des publications de la Division. Néanmoins, pour ce qui est de choisir les documents susceptibles d'être publiés, il serait plus productif que les consultations avec la Section des ventes et de la commercialisation du Département de l'information aient lieu au début du processus d'élaboration du programme de publications.

40. Les deux sites Web du programme – le site WomenWatch et celui de la Division – ont été améliorés après évaluation et fournissent désormais des informations plus actuelles sur le programme. Le site WomenWatch a été remodelé pour en faire une sorte de portail ouvrant accès aux ressources du système des Nations Unies en matière de parité des sexes, grâce à un grand nombre de liens avec les informations en ligne offertes sur ce thème par les organismes des Nations Unies. Deux nouveaux sites, celui du Bureau de la Conseillère spéciale et celui du Réseau institutions, ont été créés en 2002 et sont accessibles à partir du portail. Plusieurs débats en ligne ont été organisés pendant la période considérée et les

rapports établis à partir de leur contenu ont servi de documents de référence pour les travaux de la Commission de la condition de la femme.

41. Les efforts réalisés par la Division pour faciliter les travaux des organisations non gouvernementales se sont traduits par une augmentation du nombre de ces organisations ayant assisté aux sessions de la Commission de la condition de la femme. Les sites Web du programme ont également contribué à favoriser les échanges avec ces organisations. Tout en continuant à leur fournir des informations quant au fond et à la procédure sur les travaux de la Commission et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, la Division de la promotion de la femme devrait poursuivre l'étude de l'efficacité des dispositions régissant la présentation des positions des ONG à ces organes intergouvernementaux.

42. Le Département des affaires économiques et sociales devrait rendre compte de la suite donnée aux recommandations en cours d'application dans le rapport sur l'exécution du programme de l'exercice biennal 2004-2005, dans la section consacrée aux résultats et à l'auto-évaluation.

Le Secrétaire général adjoint
aux services de contrôle interne
(*Signé*) Dileep Nair
